



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2019-09 - Séance du 23 janvier 2019

ACTES

1. Commande publique

1.3 Conventions de mandat

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
27	18	23

Vote	
Pour	23
Contre	
Abstention	

L'an 2019, le 23 janvier à 19 heures le Conseil Municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du Conseil Municipal le 17 janvier 2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 17 janvier 2019.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, MARTY Philippe, VANGREVELYNGHE Patricia, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, DUCAMP Ludovic, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, CORDEAU Damien, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna

Pouvoirs de : DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc, MARTINEZ Mickaël pour RODENAS François, SUAY Régine pour CONTENSEAU Carole, JODAR Mélissa pour AMALVY Marie-Thérèse, DESTAILLATS Aline pour MAZOLLIER Elisabeth

Absents : SIMAR Morgan, VIDAL Stéphane, PEETERS Fabien, MICHEL Yves (excusé)

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP

N° DLM2019-09 – CONVENTION DE PARTENARIAT EN VUE DE LA RÉALISATION ET LA GESTION DU BASSIN DE RÉTENTION ET SES RÉSEAUX POUR LES BESOINS DU NOUVEL EHPAD

Monsieur David RIBEIRO, Adjoint au Maire délégué à l'urbanisme et travaux, rapporte qu'à l'occasion de la reconstruction de l'EHPAD, la Ville propriétaire de l'emprise nécessaire à la réalisation du bassin de rétention du projet du CCAS, souhaite utiliser l'espace exploitable du bassin en vue d'y aménager ultérieurement un équipement de loisirs et/ou sportif.

En ce sens, et dans la mesure où ce bassin est réalisé en vue de répondre à des utilisations partagées entre le CCAS et la Ville, il est envisagé par le biais d'une convention, de conclure un partenariat entre la Ville et le CCAS pour la mise à disposition, la gestion et l'entretien du bassin de rétention et de ses réseaux pendant toute la durée de l'exploitation de l'EHPAD ou la nécessité de son maintien en l'absence de solution alternative répondant aux mêmes fonctionnalités.

Dès lors cet équipement réalisé sous sa maîtrise d'ouvrage, il demeurera la propriété de la Commune de Baillargues.

La Ville assurera la maîtrise d'ouvrage et le financement des ouvrages dans les conditions définies dans cette convention de partenariat, dont un projet a été joint à la note de synthèse.

Conformément au plan joint à la convention, le bassin sera réalisé au Sud/Est du bâtiment. Il représente une surface de 1 778 m² et sa capacité de rétention est de 580 m³.

Le montant estimatif de l'investissement global est de de 329 340,00 € HT soit 395 208,00 € TTC dont 10% d'aléas € HT.

La Ville, une fois cette convention conclue sera amenée à lancer l'ensemble des procédures et consultations nécessaires à la réalisation.

Enfin, la signature de cette convention sera conditionnée à la délibération du CCAS de Baillargues autorisant son Président ou Vice-Président à la signer.

Il est donc demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

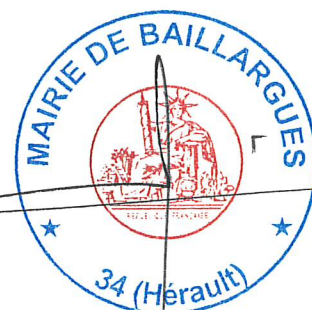
- Autoriser le principe de ce partenariat et de la conclusion de cette convention,
- Autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention,
- Autoriser Monsieur le Maire à lancer l'ensemble des procédures notamment les marchés publics nécessaires à sa réalisation et tous les actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur David RIBEIRO et après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **AUTORISE** le principe de ce partenariat et de la conclusion de cette convention,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette convention ainsi qu'à lancer l'ensemble des procédures notamment les marchés publics nécessaires à sa réalisation et tous les actes relatifs à cette affaire.

Pour extrait conforme,
Le 25 janvier 2019,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.